

# La convergence des outils de lutte contre les fraudes fiscales et sociales

Vendredi 10 mai 2019 de 9 h à 17 h 15

Grand'Chambre de la Cour de cassation Entrée 5 quai de l'Horloge, Paris 1er







5 Quai de l'Horloge TSA 79201 - 75055 Paris cedex 01

Demande d'inscription par mail colloque.parquet.courdecassation@justice.fr

Accueil des participants 9h00 Ouverture du colloque 9h15 François MOLINS, Procureur général près la Cour de cassation Matinée sous la présidence de Dominique GAILLARDOT, premier avocat général de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation : 9h45 - 10h00 Une convergence des éléments constitutifs des infractions fiscales et sociales Renaud SALOMON, avocat général à la chambre criminelle de la Cour de cassation, professeur associé à l'université Paris-Dauphine 10h00 - 11h30 Les organes de lutte contre les fraudes fiscales et sociales Le rôle de la Direction générale des finances publiques Maïté GABET, cheffe du service du contrôle fiscal de la Direction générale des finances publiques Le rôle de la Direction du travail et de la Direction de la sécurité sociale Laurent VILBOEUF, directeur adjoint de la Direction générale du travail Le rôle des structures interministérielles : la Délégation nationale à la lutte contre la fraude et les CODAF Jeanne-Marie PROST, déléguée nationale à la lutte contre la fraude La direction d'enquête et la politique pénale en matière de lutte contre les fraudes Christophe PERRUAUX, procureur de la République adjoint près le Tribunal de grande instance de Paris La nécessaire coordination entre les enquêteurs Eric BELFAYOL, magistrat détaché à la Délégation nationale à la lutte contre la fraude Pause 11h30 - 11h45 Une convergence de la procédure en droit fiscal et en droit social 11h45 - 12h30 La procédure en matière fiscale Thierry LAMBERT, professeur à l'université d'Aix-Marseille La procédure en matière sociale Frédérique CHOPIN, maître de conférence à l'université d'Aix-Marseille

Déjeuner libre

12h30 - 14h00

Après-midi sous la présidence de Jean RICHARD DE LA TOUR, premier avocat général de la chambre commerciale de la Cour de cassation :

# 14h00 - 15h30 <u>Les juridictions en charge de la lutte contre les fraudes fiscales et</u> sociales

### Le contentieux pénal des fraudes

Elisabeth PICHON, conseiller référendaire à la chambre criminelle de la Cour de cassation

Renaud SALOMON, avocat général à la chambre criminelle de la Cour de cassation, professeur associé à l'université Paris-Dauphine

#### Le contentieux civil des fraudes

Thierry GAUTHIER, conseiller référendaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation, professeur associé à l'université Lyon-III

Dominique GAILLARDOT, premier avocat général de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation

#### Le contentieux administratif des fraudes

Ophélie CHAMPEAUX, maître des requêtes en service extraordinaire au Conseil d'Etat

Me Jean-Jacques GATINEAU, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation

# 15h45 - 16h45 Des principes communs aux diverses juridictions

# Le principe de territorialité de la loi française

Stéphane DETRAZ, Maître de conférences à l'université Paris-Sud (Paris Saclay)

# La variété et la convergence des sanctions

Marc SEGONDS, professeur à l'université de Toulouse Capitole

# Le principe de ne bis in idem

Jacques-Henri ROBERT, professeur émérite de l'université Panthéon-Assas (Paris-II), ancien directeur de l'Institut de criminologie de Paris

# 16h45 - 17h15 <u>Clôture du colloque</u>

Philippe CONTE, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris-II), directeur de l'Institut de criminologie et de droit pénal de Paris